La nouvelle résistance populaire en Amérique latine

Publié le 14 janvier 2023

Par Claudio Katz

http://cocomagnanville.over-blog.com/2023/01/la-nouvelle-resistance-populaire-en-amerique-latine.html

Les soulèvements populaires ont contenu la restauration conservatrice, recréé des scénarios progressistes et fait face à la contre-offensive redoublée de la droite. Elles ont eu des effets électoraux immédiats et ont provoqué le départ précipité des présidents de droite en Bolivie, au Chili, au Pérou, au Honduras et en Colombie.

L'Amérique latine reste une région secouée par des rébellions populaires et des processus politiques transformateurs. Dans différents coins de la région, on observe la même tendance à la résurgence des soulèvements qui ont marqué le début du nouveau millénaire. Ces soulèvements se sont atténués au cours de la dernière décennie et ont regagné en intensité ces dernières années.

La pandémie a interrompu, dans une mesure limitée, cette escalade des mobilisations, qui a neutralisé la restauration conservatrice éphémère de 2014-2019. Cette période de renouveau du coup d'État n'a pas réussi à désactiver le protagonisme des mouvements populaires.

La rébellion de 2019 en Équateur a inauguré la phase actuelle des protestations, qui a repris le ton traditionnel des irradiations. La Bolivie, le Chili, la Colombie, le Pérou et Haïti ont été les principaux centres de la confrontation récente.

Les effets politiques de cette nouvelle vague sont de grande ampleur. Ils ont modifié la carte générale des gouvernements, recréant la gravitation du progressisme. Ce phénomène s'est installé dans la plupart des régions géographiques de la région. Au début de l'année 2023, les dirigeants progressistes prévaudront dans les pays où vivent 80 % de la population latino-américaine (*Santos ; Cernadas, 2022)*.

Ce scénario a également facilité la continuité des gouvernements harcelés par l'impérialisme américain. Après avoir subi d'innombrables assauts, les présidents diabolisés de Cuba, du Venezuela et du Nicaragua restent en fonction.

Le cycle des coups d'État militaires et institutionnels parrainés par Washington au Honduras (2009), au Paraguay (2012), au Brésil (2016) et en Bolivie (2019) a également été partiellement contré. Le récent coup d'État au Pérou (2023) fait face à une opposition héroïque dans les rues.

Cette rébellion a jusqu'à présent fait obstacle à l'intervention déguisée des marines dans des pays dévastés comme Haïti. La même lutte populaire a infligé de lourdes défaites aux outrages tentés par les gouvernements néolibéraux recyclés de l'Équateur et du Panama.

Mais cette intervention majeure par le bas provoque une réaction plus virulente et programmée des classes dirigeantes. Les secteurs aisés ont assimilé l'expérience précédente et font preuve d'une moindre tolérance à l'égard de toute remise en cause de leurs privilèges. Ils ont articulé une contre-offensive d'ultra-droite pour briser le mouvement populaire. Ils aspirent à reprendre avec plus de violence la restauration conservatrice ratée de la dernière décennie. Ce scénario complexe appelle une évaluation des forces en présence.

Les soulèvements à effet électoral

Plusieurs soulèvements au cours des trois dernières années ont eu des traductions électorales immédiates. Les nouveaux titulaires en Bolivie, au Pérou, au Chili, au Honduras et en Colombie sont issus de soulèvements de grande ampleur qui ont imposé des changements de gouvernement. Les manifestations de rue ont forcé la tenue d'élections qui ont abouti à la victoire de candidats progressistes contre leurs adversaires d'extrême droite.

Cette séquence a été observée pour la première fois en Bolivie. Le soulèvement a permis d'affronter les gendarmes et de renverser la dictature. Áñez a jeté l'éponge lorsqu'elle a perdu ses derniers alliés et les secteurs intermédiaires qui accompagnaient initialement son aventure.

La gestion corrompue de la pandémie a accru cet isolement et dilué la continuité civile tentée par les candidats de centre-droit. La rébellion d'en bas a imposé le retour du MAS au gouvernement et plusieurs des responsables du coup d'État ont été jugés et emprisonnés. La conspiration s'est poursuivie dans le bastion de Santa Cruz et il est actuellement question de savoir si elle va perdurer ou être écrasée par une réaction officielle musclée.

Une dynamique similaire a eu lieu au Chili, à la suite du grand soulèvement populaire qui a enterré le gouvernement Piñera. L'étincelle de cette bataille était le coût du transport, mais le rejet de la taxe de transport de 30 pesos a conduit à une protestation massive contre 30 ans d'héritage de Pinochet.

Ce torrent a conduit à deux victoires électorales qui ont précédé le triomphe de Boric sur Kast. L'énorme augmentation de la participation électorale avec des slogans antifascistes dans les quartiers populaires a rendu ce résultat possible, dans le pays-emblème du néolibéralisme régional.

En raison de la gravitation du Chili en tant que symbole du thatchérisme, l'inauguration d'un président progressiste, dans le cadre de la Convention constitutionnelle avec une grande présence populaire dans les rues, a suscité d'énormes attentes.

Une séquence plus vertigineuse et inattendue s'est produite au Pérou. Le mécontentement populaire à l'égard des présidents de droite s'est manifesté par des protestations spontanées menées par des jeunes privés de leurs droits. Ce soulèvement a suivi la tragédie sanitaire de la pandémie, qui a mis en évidence l'ineptie de la bureaucratie au pouvoir.

Castillo est devenu le destinataire de l'agitation populaire et le Fujimorisme n'a pas pu contrecarrer son arrivée à la Maison du Gouvernement. Le discours redistributif du syndicaliste enseignant a créé l'attente d'une rupture avec la succession paralysante de gouvernements conservateurs.

En Colombie, la rébellion de masse a contraint l'establishment à renoncer pour la première fois à son contrôle direct de la présidence. Plusieurs millions de personnes ont participé à des manifestations massives. Les grèves de masse se sont heurtées à une répression féroce et ont permis de renverser une réforme régressive des soins de santé. Comme au Chili, ils se sont ensuite répandus pour exprimer l'énorme malaise accumulé au cours de décennies de néolibéralisme.

Cette contrariété s'est traduite par la défaite électorale de l'uribisme et de l'ultra-droite improvisée qui a tenté d'empêcher la victoire de Petro. Avec ce triomphe, un leader de centre-gauche est devenu président, surmontant le terrible sort de l'assassinat subi par ses prédécesseurs. Il est accompagné d'une représentante afro-descendante des secteurs les plus opprimés de la population.

La victoire de Xiomara Castro au Honduras s'inscrit dans la même veine. Sa victoire a récompensé la lutte soutenue contre le coup d'État qui, en 2009, a été parrainé par l'ambassadeur des États-Unis. Ce coup d'État a amorcé le long cycle latino-américain des coups d'État judiciaires et parlementaires.

L'avance de 15 points de Xiomara sur son adversaire a neutralisé les tentatives de fraude et de proscription. Dans un contexte dramatique de pauvreté, de trafic de drogue et de criminalité, la lutte populaire héroïque a

conduit à la première présidence féminine. Xiomara a commencé son mandat en abrogeant les lois sur la gestion secrète de l'État et la cession de zones spéciales à des investisseurs extérieurs.

Mais elle doit faire face à la présence étouffante d'une importante base militaire américaine (Palmerola) et d'un ambassadeur de Washington qui intervient comme une évidence dans les débats intérieurs sur les implantations paysannes et les lois de réforme de l'électricité (*Giménez, 2022)*.

Des victoires d'un autre genre

Dans d'autres pays, l'ascension des leaders progressistes n'a pas été le résultat direct des protestations populaires. Mais cette résistance a fonctionné comme un courant sous-jacent du mécontentement social et de l'incapacité des groupes dominants à renouveler la primauté de leurs candidats.

Le Mexique a été le premier cas de cette modalité. Lopez Obrador est devenu président en 2018, dans une confrontation musclée avec les castes du PRI et du PAN soutenues par les principaux groupes économiques. AMLO a profité de l'érosion des administrations précédentes, de la division des élites et de l'obsolescence de la continuité par la fraude. Mais il a agi dans un contexte de moindre impact des mobilisations précédentes des syndicats d'enseignants et d'électriciens.

Au Mexique, les syndicats ont été durement touchés par la réorganisation de l'industrie et n'ont pas été déterminants dans le changement politique en cours. AMLO entretient une relation ambiguë avec sa référence historique cardéniste, mais il a inauguré une administration très éloignée de ses prédécesseurs néolibéraux.

En Argentine, l'arrivée de Fernández (2019) n'a pas non plus été le résultat immédiat d'une action populaire. Elle n'a pas reproduit l'arrivée de Néstor Kirchner (2003) à la Casa Rosada, au milieu d'une rébellion généralisée. Auparavant, la droite de Macri a subi un revers retentissant dans la rue, lorsqu'il a tenté d'introduire une réforme des retraites (2017). Mais il n'a pas fait face au soulèvement général périodique qui secoue l'Argentine.

L'Argentine abrite le principal mouvement ouvrier du continent. Sa volonté de lutter a été très visible dans les 40 grèves générales qui ont eu lieu depuis la fin de la dictature (1983). La syndicalisation est en tête des moyennes internationales et est liée à l'organisation en grève des piqueteros (chômeurs et travailleurs informels).

La lutte de ces mouvements a permis de maintenir l'aide sociale de l'Etat, que les classes dirigeantes accordaient sous la grande peur de la révolte. Les nouvelles formes de résistance - liées à la bellicosité antérieure de la classe ouvrière - ont facilité le retour du progressisme au gouvernement.

Au cours des trois dernières années, la déception générée par la non-réalisation des promesses de Fernandez a provoqué des rejets importants, mais avec des protestations limitées. Il y a eu d'importantes victoires de nombreux syndicats, de fréquentes concessions de la part du gouvernement et des manifestations de rue, mais l'action du mouvement populaire a été contenue.

Au Brésil, la victoire de Lula a été une réussite extraordinaire, dans un cadre de rapports de forces sociaux défavorables aux secteurs populaires. Depuis le coup d'État institutionnel contre Dilma, la domination de la rue a été acquise par les secteurs conservateurs qui ont consacré Bolsonaro. Les syndicats de travailleurs ont perdu leur protagonisme, les mouvements sociaux ont été harcelés et les militants de gauche ont adopté des attitudes défensives.

La sortie de prison de Lula a suscité une reprise de l'action populaire. Mais cet élan n'a pas suffi à inverser le contexte défavorable, qui a permis à Bolsonaro de conserver une masse importante d'électeurs. Le PT a repris la mobilisation pendant la campagne électorale (surtout dans le Nord-Est) et a revitalisé ses forces pendant les célébrations de la victoire.

Dans un contexte de grande division entre les groupes dominants, lassés des débordements de l'ancien capitaine et du leadership cohésif de Lula, la défaite de Bolsonaro a créé un scénario de récupération potentielle de la lutte populaire *(Dutra, 2022)*. La crainte de ce soulèvement a conduit le haut commandement militaire à opposer son veto au mépris du verdict des urnes que promouvait le Bolsonarisme.

Mais la bataille contre l'ultra-droite ne fait que commencer, et pour vaincre ce grand ennemi, il est impératif de regagner la confiance des travailleurs (*Arcary, 2022)*. Cette crédibilité a été érodée par la désillusion du modèle de pactes avec le grand capital que le PT a développé dans ses administrations précédentes. Aujourd'hui, une nouvelle opportunité se présente.

Trois batailles récentes

D'autres situations d'énorme résistance populaire dans la région ne se sont pas traduites par des victoires électorales progressistes, mais elles ont abouti à des défaites majeures pour les gouvernements néolibéraux.

L'Équateur a connu la première victoire de ce type contre le président Lasso, qui a tenté de reprendre les privatisations et la déréglementation du travail, ainsi qu'un plan d'augmentation des tarifs et des denrées alimentaires imposé par le FMI. Cette indignation a précipité la confrontation avec le mouvement indigéniste et sa nouvelle direction radicale, qui préconise un programme énergique pour défendre les revenus populaires.

À la mi-2022, cet affrontement a recréé la bataille menée en octobre 2019, contre l'agression lancée par Lenín Moreno pour augmenter les prix du carburant. Le conflit s'est terminé avec les mêmes résultats que la lutte précédente et avec une nouvelle victoire du mouvement populaire. La gigantesque mobilisation de la CONAIE est entrée dans Quito dans un climat de grande solidarité, qui a neutralisé la pluie de gaz lacrymogènes déclenchée par les gendarmes.

En 18 jours de grève, le mouvement indigène expérimenté a vaincu la provocation du gouvernement, forçant la libération du leader Leónidas Iza (*Acosta, 2022*). La CONAIE a également obtenu l'abrogation de l'état d'urgence et l'acceptation de ses principales revendications (gel des carburants, obligations d'urgence, subventions aux petits producteurs) (*López, 2022)*.

Le gouvernement a épuisé ses cartouches lorsque son discours insultant à l'égard des Indiens a perdu toute crédibilité. Il a dû céder à un mouvement qui a montré une fois de plus une grande capacité à paralyser le pays et à neutraliser les attaques contre les acquis sociaux.

Une autre victoire d'égale importance a été remportée au Panama au milieu de l'année, lorsque les syndicats d'enseignants ont convergé avec les travailleurs des transports et les producteurs agricoles pour rejeter l'augmentation officielle des prix de l'essence, des aliments et des médicaments. L'unité forgée pour développer cette résistance a entraîné la communauté indigène dans un mouvement de protestation qui a paralysé le pays pendant trois semaines. Les marches de protestation étaient les plus importantes depuis des décennies.

Cette réaction sociale a mis à genoux un gouvernement néolibéral et l'a contraint à faire marche arrière sur ses plans d'austérité. Le président Carrizo n'a pas pu satisfaire les chambres de commerce qui exigeaient une ligne plus dure contre les manifestants.

Cette victoire est particulièrement significative dans un isthme qui a connu une croissance fulgurante au cours des deux dernières décennies, profitant des bénéfices générés par l'administration du canal pour les groupes dominants. L'inégalité est stupéfiante, dans un pays où les 10 % des familles les plus riches ont des revenus 37,3 fois plus élevés que les 10 % les plus pauvres (D'Leon, 2022).

L'invasion américaine en 1989 a mis en place un régime néolibéral, qui complète cette asymétrie par des niveaux scandaleux de corruption. La fraude fiscale équivaut à elle seule à la totalité de la dette

publique *(Beluche, 2022)*. La victoire dans la rue a infligé une sévère défaite au modèle que les élites d'Amérique centrale présentent comme la voie à suivre pour tous les petits pays.

Le troisième cas de résistance populaire extraordinaire sans conséquences électorales est celui d'Haïti. Les mobilisations gigantesques ont une nouvelle fois occupé le devant de la scène en 2022. Ils ont affronté les politiques de pillage économique mises en œuvre par un régime géré depuis les bureaux du FMI. La hausse des prix du carburant décidée par le FMI a déclenché des protestations dans un pays encore déchiré par le tremblement de terre, l'exode rural et la surpopulation urbaine *(Rivara, 2022*).

Les marches de rue ont lieu dans un vide politique absolu. Il n'y a pas eu d'élections depuis six ans, dans une administration qui se passe du pouvoir judiciaire et du pouvoir législatif. Le président en exercice survit grâce au simple soutien des ambassades américaine, canadienne et française.

La mauvaise gestion actuelle est prolongée par l'indécision de Washington à conclure une nouvelle occupation. Ces interventions sous le couvert de l'ONU, de l'OEA et de la MINUSTAH se sont répétées encore et encore au cours des 18 dernières années, avec des résultats désastreux. Les serviteurs locaux de ces invasions réclament le retour des troupes étrangères, mais la futilité de ces missions est flagrante.

Cette forme de contrôle impérial a en fait été remplacée par la généralisation des bandes paramilitaires qui terrorisent la population. Elles agissent en étroite complicité avec les mafias commerciales (ou gouvernementales) qui se disputent le butin en question, en utilisant les 500 000 armes illégales fournies par leurs complices de Floride *(Isa Conde, 2022)*. L'assassinat du président Moïse n'est qu'un exemple des conséquences désastreuses des gangs dirigés par différents groupes de pouvoir.

Ces organisations ont également tenté d'infiltrer les mouvements de protestation afin de démanteler la résistance populaire. Ils sèment la terreur, mais ne parviennent pas à confiner la population dans ses foyers. Ils n'ont pas non plus été en mesure de susciter l'attente d'une autre intervention militaire étrangère (*Boisrolin, 2022)*. La rébellion se poursuit, tandis que l'opposition cherche des moyens de forger une alternative à la tragédie actuelle.

Approches centrées sur la résistance

La séquence des résistances de ces trois dernières années confirme la persistance en Amérique latine d'un contexte de luttes prolongées, soumises au schéma habituel de flux et de reflux. Les réussites et les échecs sont limités. Il n'y a pas de triomphes d'importance historique, mais pas non plus de défaites comme celles subies pendant les dictatures des années 70.

Cette phase peut être caractérisée par différents noms. Certains analystes observent un long cycle de contestation du néolibéralisme (*Ouviña, 2021*), tandis que d'autres soulignent la prééminence des actions de résistance populaire qui ont déterminé les cycles progressistes (*García Linera, 2021*).

Ces approches donnent à juste titre la priorité au rôle de la lutte et à la gravitation conséquente des sujets populaires. Elles offrent des perspectives qui permettent de surmonter le mépris fréquent pour les processus qui se déroulent depuis la base. Dans ce deuxième type de vision, une grande ignorance de la lutte sociale et une investigation biaisée des cours géopolitiques d'en haut prédominent. Ils étudient en particulier la manière dont les conflits sont réglés dans le domaine exclusif des pouvoirs, des gouvernements ou des classes dirigeantes.

Ce dernier point de vue prévaut souvent dans les caractérisations des cycles progressifs, comme des processus simplement opposés au néolibéralisme. Leur impact politique démocratisant, leurs orientations économiques hétérodoxes ou leur autonomie par rapport à la domination américaine sont soulignés.

Mais avec cette approche, les différentes positions des groupes dominants sont évaluées, sans enregistrer les connexions de ces stratégies avec les politiques de contrôle ou d'assujettissement des majorités populaires.

Elles omettent ce fait essentiel, car elles n'apprécient pas la centralité de la lutte populaire dans la détermination du contexte latino-américain actuel.

Cette distorsion est très visible dans l'utilisation biaisée des catégories inspirées de la pensée de Gramsci. Ces notions sont prises pour évaluer comment les classes capitalistes gèrent en articulant consensus, domination et hégémonie. Mais on oublie que cette cartographie du pouvoir était pour le communiste italien un élément complémentaire dans son évaluation de la résistance populaire. Cette rébellion était le pilier de sa stratégie de conquête du pouvoir par les opprimés afin de construire le socialisme.

Une application actualisée de cette dernière approche à l'Amérique latine exige de donner la priorité à l'analyse des luttes populaires. Les modalités utilisées par les puissants pour étendre, préserver ou légitimer leur domination enrichissent mais ne remplacent pas une telle évaluation.

Comparaisons avec d'autres régions

En explorant la résistance des opprimés, les singularités latino-américaines de ces luttes deviennent apparentes. Ces dernières années, l'action populaire a montré des similitudes et des différences avec d'autres régions.

En 2019, une nouvelle vague de protestations, menée par la jeunesse indignée de France, d'Algérie, d'Égypte, d'Équateur, du Chili et du Liban, émerge dans plusieurs régions du monde.

La pandémie a brusquement interrompu cet essor, générant une période biennale de peur et d'isolement. Ce reflux a été à son tour accentué par la gravitation du négationnisme de droite, qui a remis en cause la protection de la santé. Dans ce contexte, la difficulté d'articuler un mouvement mondial de défense de la santé publique, centré sur l'élimination des brevets sur les vaccins, est apparue au grand jour.

Maintenant que cette période dramatique de confinement est terminée, les protestations ont tendance à réapparaître, suscitant les craintes de l'establishment, qui met en garde contre la proximité de rébellions post-pandémiques *(Rosso, 2021*). Ils craignent notamment l'indignation suscitée par les prix élevés du carburant et des denrées alimentaires (*The Economist, 2022*). Cette dynamique de résistance comprend déjà une résurgence significative des grèves en Europe et de la syndicalisation aux États-Unis, mais la prééminence de l'Amérique latine reste un élément marquant.

Partout, les sujets de cette bataille rassemblent une grande diversité d'acteurs, le jeune travailleur précaire y jouant un rôle important. Ce segment souffre d'un degré d'exploitation plus élevé que les salariés du secteur formel. Ils souffrent de la précarité de l'emploi, de l'absence de prestations sociales et des conséquences de la flexibilisation du travail (*Standing, 2017)*.

Pour ces raisons, il est particulièrement actif dans les luttes de rue. Il a été privé des lieux de négociation traditionnels et doit faire face à un interlocuteur patronal très diffus. Dans différents pays, il est poussé à imposer ses exigences par le biais de l'État.

Les migrants, les minorités ethniques, les étudiants endettés sont des acteurs fréquents de ces batailles dans les économies centrales et la masse des travailleurs informels occupe une place centrale similaire dans les pays périphériques. Ce dernier segment ne fait pas partie du prolétariat d'usine traditionnel, mais fait partie (en termes élargis) de la classe ouvrière et de la population qui vit de son propre travail.

Les piqueteros argentins sont une variété de ce segment, qui ont forgé leur identité en coupant la rue face à la perte de travail dans les lieux où leurs revendications étaient centralisées. Cette bataille a donné naissance à des mouvements sociaux et à différentes variétés d'économie populaire. Les secteurs paysans qui ont forgé le MAS en Bolivie et les communautés indigènes qui ont donné naissance à la CONAIE en Équateur ont joué un rôle tout aussi important.

Les liens entre ces mouvements de lutte latino-américains et leurs homologues dans d'autres parties du monde ont perdu de leur visibilité en raison de la détérioration des organes de coordination internationaux. La dernière grande tentative d'établir une telle connexion a été les Forums sociaux mondiaux, parrainés au cours de la dernière décennie par le mouvement altermondialiste. Les Sommets des Peuples, en tant qu'alternative aux réunions des gouvernements, des banquiers et des diplomates, ont perdu leur impact. La bataille contre la mondialisation néolibérale n'a plus cette centralité et a été remplacée par des agendas populaires plus nationaux *(Kent Carrasco, 2019).*

Certes, deux mouvements mondiaux d'un grand dynamisme persistent : le féminisme et l'environnementalisme. Le premier a remporté des succès très importants et le second réapparaît périodiquement avec des pics de mobilisation inattendus. Mais la portée commune de la campagne mondiale fournie par les Forums sociaux n'a pas trouvé de remplacement équivalent.

Les raisons de la grande vitalité des mouvements de lutte en Amérique latine sont multiples. Mais leur profil politique progressiste, éloigné du chauvinisme et du fondamentalisme religieux, a été très important. La région a réussi à contenir les tendances réactionnaires parrainées par l'impérialisme pour générer des confrontations entre les peuples ou des guerres entre nations opprimées.

Le Pentagone n'a pas trouvé le moyen d'induire en Amérique latine les conflits sanglants qu'il a réussi à déclencher en Afrique et en Orient. Il n'a pas non plus été capable d'installer un appendice comme Israël pour perpétuer ces massacres ou valider la terreur durable des djihadistes.

Washington a été le promoteur invariable de telles monstruosités dans le but de maintenir son leadership impérial. Mais aucune de ces aberrations n'a prospéré jusqu'à présent dans l'arrière-cour en raison de la centralité maintenue par les organisations de lutte populaire.

C'est pourquoi l'Amérique latine reste une référence pour d'autres expériences internationales. De nombreuses organisations de la gauche européenne cherchent, par exemple, à reproduire la stratégie de l'unité ou les projets redistributifs élaborés dans la région (*Febbro, 2022)*. Mais tous les peuples du continent sont actuellement confrontés à un dangereux ennemi d'extrême droite, que nous analyserons dans le prochain texte.

Références

Santos, Manolo; Cernadas, Gisela (2022) ¿Es posible una segunda ola progresista en América Latina? https://www.nodal.am/2022/06/es-posible-una-segunda-ola-progresista-en-america-latina-por-manolo-de-los-santos-y-gisela-cernadas/

Giménez Paula (2022). Un proyecto popular se abre paso en el corazón de Centroamérica

Dutra, Israel (2022). La victoria de Lula es un gran triunfo democrático contra el autoritarismo https://vientosur.info/la-victoria-de-lula-fue-un-gran-triunfo-democratico-contra-el-autoritarismo/

Arcary, Valerio (2022) Una victoria política gigante https://correspondenciadeprensa.com/?p=30568

Acosta, Ana María (2022) |Propuestas y exigencias del movimiento indígena y las organizaciones sociales https://rebelion.org/propuestas-y-exigencias-del-movimiento-indigena-y-las-organizaciones-sociales/

López Edgar Isch (2022) Victoria del paro nacional en el Ecuador https://rebelion.org/victoria-del-paro-nacional-en-el-ecuador/

D'Leon, Milton (2022) Crisis social. Panamá al borde del estallido social https://www.laizquierdadiario.com/Panama-al-borde-del-estallido-social-luego-de-tres-semanas-de-protestas-generalizadas

Beluche, Olmedo (2022) Problemas en la Dubái centroamericana https://jacobinlat.com/2022/07/19/problemas-en-la-dubai-centroamericana/

Rivara, Lautaro (2022) Haití: ¿en la puerta de una nueva ocupación? Desde Puerto Príncipe https://correspondenciadeprensa.com/?p=29552

Isa Conde, Narciso (2022). Rebelión popular apunta contra fórmula imperial a favor del caos,https://www.anred.org/2022/09/21/haiti-rebelion-popular-apunta-contra-formula-imperial-a-favor-del-caos/

Boisrolin, Henry (2022). El prócer Dessalines alienta la insurrección https://www.resumenlatinoamericano.org/2022/10/19/haiti-henry-boisrolin-el-procer-dessalines-alienta-la-insurreccion-del-pueblo-haitiano/

Ouviña Hernán (2021). El estado y la reactivación del ciclo de impugnación https://www.jstor.org/stable/j.ctv253f5f1.18#metadata_info_tab_contents

García Linera. Álvaro (2021). "Estamos en la segunda oleada progresista", 28-2-2021, https://www.pagina12.com.ar/326515-garcia-linera-estamos-en-la-segunda-oleada-progresista

Rosso, Fernando (2021) El FMI y la larga sombra de la pandemia, https://www.laizquierdadiario.com/El-FMI-y-la-larga-sombra-de-la-pandemia,

The Economist (2022). De la inflación a la insurrección 23-6-2022, https://www.laizquierdadiario.com/De-la-inflacion-a-la-insurreccion

Standing, Guy (2017), El advenimiento del precariado. Entrevista 07/04/2017 http://www.sinpermiso.info/textos

Kent Carrasco, Daniel (2019). El internacionalismo que viene Punto Cardinal https://www.revistacomun.com/blog/el-internacionalismo-que-viene

Febbro, Eduardo (2022) Cómo Mélenchon, inspirado por el progresismo latinoamericano https://www.pagina12.com.ar/472364-como-jean-luc-melenchon-inspirado-por-el-progresismo-latinoa

Fuente: https://jacobinlat.com/2023/01/13/la-nueva-resistencia-popular-en-nuestra-america-latina/
traduction caro du site Kaosenlared